

**ARRÊTÉ DU MAIRE
N° 2023_PM_10531 T**

**Création d'un branchement EU – Rue du Fief du Chêne
Règlementation de la circulation et du stationnement**

La Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2213-1, L. 2213-2,

Vu le code de la Route et notamment les articles R 411-25 et 411-8,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1, huitième partie, signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel en date du 6 novembre 1992,

Vu la demande formulée par l'entreprise SCAM TRAVAUX PUBLICS, dont le siège social se situe 3 Impasse du Luc, 79410 Échiré, en date du 7 décembre 2023,

Considérant qu'il est nécessaire de règlementer la circulation et le stationnement rue du Fief du Chêne afin d'y permettre la création d'un branchement EU en toute sécurité,

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale d'assurer la sécurité des usagers se trouvant sur le domaine public,

ARRÊTE

Article 1 : L'entreprise SCAM TRAVAUX PUBLICS est autorisée à créer un branchement EU rue du Fief du Chêne, du **mardi 12 décembre 2023 au mardi 19 décembre 2023, de 8h00 à 18h00.**

Article 2 : La circulation est strictement interdite à tout véhicule rue du Fief du Chêne, dans sa partie comprise entre l'angle de l'avenue de Marennes et l'angle du Chemin des Portes, du **mardi 12 décembre 2023 au mardi 19 décembre 2023, de 8h00 à 18h00**, à l'exception des véhicules appartenant à l'entreprise SCAM TRAVAUX PUBLICS.

Article 3 : Une déviation sera mise en place par le biais du chemin des Portes ainsi que par les allés des Nymphéas.

Article 4 : Le stationnement est strictement interdit au droit du chantier pendant toute la durée des travaux, à l'exception des véhicules appartenant à l'entreprise SCAM TRAVAUX PUBLICS.

Article 5 : La signalisation en vigueur sera fournie, mise en place, entretenue et déposée par le demandeur, en accord avec les Services Techniques Municipaux et le Chef de Service de la Police Municipale.

Article 6 : L'entreprise chargée de ces travaux demeurera entièrement responsable des accidents de nature quelconque qui pourraient survenir du fait de l'exécution de ces travaux ou être la conséquence d'un défaut ou d'une insuffisance de signalisation ou de protection de chantier.

Article 7 : Les services de Police sont habilités à relever les contraventions concernant cette réglementation dont procès-verbal sera établi et poursuivi devant la juridiction compétente. Les véhicules qui stationneront en infraction aux dispositions du présent arrêté seront mis en fourrière aux frais de leurs propriétaires.

Article 8 : Cette décision administrative est contestable dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Poitiers, à compter de la notification de la décision ou de l'extinction du délai imparti à l'administration pour répondre à la demande en cas de décision implicite de rejet. Ce recours peut être précédé, pendant ce même délai, d'un recours administratif (recours gracieux). Toute décision de l'administration établie en réponse au recours administratif, qu'il s'agisse d'une décision expresse de rejet ou d'une décision implicite de rejet née du silence gardé par l'administration pendant deux mois, peut être déférée au Tribunal Administratif de Poitiers dans le délai de deux mois à compter de son intervention.

Article 9 : M. le Directeur Général des Services de la Ville de Saint-Jean-d'Angély, M. le Commandant de la Gendarmerie Nationale, le Chef de Service de la Police Municipale, l'entreprise SCAM TRAVAUX PUBLICS, sont chargés chacun, en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Publication dématérialisée le :

L'Adjointe au Maire,
Déléguée à la Sécurité,
Marylène JAUNEAU

